

Gabriel Gagnon

sociologue, département de sociologie, Université de Montréal

(1991)

“L’hiver indien”

Un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay, bénévole,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi

Courriel: jmt_sociologue@videotron.ca

Site web pédagogique : <http://www.uqac.ca/jmt-sociologue/>

Dans le cadre de la collection: "Les classiques des sciences sociales"

Site web: http://www.uqac.ca/Classiques_des_sciences_sociales

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi

Site web: <http://bibliotheque.uqac.quebec.ca/index.htm>

Cette édition électronique a été réalisée par Jean-Marie Tremblay, bénévole, professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi à partir de :

Gabriel Gagnon, "L'hiver indien". Un article publié dans la revue **Possibles**, Montréal, vol. 15, no 1, hiver 1991, pp. 185-187.

M. Gabriel Gagnon, sociologue, est professeur de sociologie au département de sociologie de l'Université de Montréal.

[Autorisation confirmée par l'auteur, le 18 novembre 2004, de diffuser toutes ses publications.]



Courriel : lheureux.gagnon@sympatico.ca

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times, 12 points.

Pour les citations : Times 10 points.

Pour les notes de bas de page : Times, 10 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2001 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format
LETTRE (US letter), 8.5'' x 11''

Édition numérique réalisée le 16 mai 2005 à Chicoutimi, Ville de Saguenay, province de Québec, Canada.



Gabriel Gagnon

“L’hiver indien”



Un article publié dans la revue *Possibles*, Montréal, vol. 15, no 1, hiver 1991, pp. 185-187.

Tant que toutes les péripéties de la crise d'Oka n'auront pas été explorées en profondeur par une commission d'enquête, il sera difficile d'y voir vraiment clair. Pourquoi le gouvernement fédéral a-t-il le printemps dernier refusé de négocier la remise aux Mohawks de Kanesatake du terrain convoité par les golfeurs d'Oka ? Qui a, laissé les Warriors s'envoler de Kanawake avec leurs armes ? Qui a soutenu la parodie des négociations Gold-Patterson-Roy ? Comment des vendeurs de cigarettes et des bouncers de casino venus de l'extérieur ont-ils pris le pouvoir dans une communauté jusqu'alors paisible et démocratique ? Quels groupes organisés ont lapidé femmes et enfants autochtones sur le pont Mercier ?

Faute de pouvoir répondre à ces questions et à plusieurs autres, l'observateur non directement engagé dans le conflit oscillait d'un sentiment à l'autre au cours des deux derniers mois au fil des informations déversées par des media plus soucieux de sensationnalisme que d'analyse et d'objectivité.

J'ai personnellement passé d'une sympathie pour les revendications territoriales de la population de Kanesatake à l'inquiétude face au malaise des gens de Châteauguay puis à l'exaspération devant la prétention des six nations de récupérer une bonne partie du Québec, de l'Ontario et de l'État de New York avant de finir par trouver plutôt loufoques les tergiversations de l'armée face aux pitreries des derniers Warriors.

Amorcée autour d'un enjeu relativement mineur, cette crise a finalement révélé plusieurs tendances profondes de notre société. J'aimerais tenter d'esquisser brièvement certaines de ces réalités émergentes sur lesquelles l'hiver nous permettra de réfléchir à loisir.

1. Lorsqu'ils refusent de recourir à la force pour mater une désobéissance civile armée, les gouvernements démocratiques paraissent fort démunis face à l'ensemble de leurs administrés. Avec la SQ ou l'« Armée, Bourassa aurait pu, en y mettant les moyens nécessaires, venir à bout rapidement des barricades

indiennes ; il faut sans doute lui savoir gré d'avoir préféré la patience et la négociation à une possible effusion de sang.

2. En appuyant les revendications territoriales démesurées proposées par leurs Warriors et en laissant planer le doute sur leurs institutions démocratiques, es Mohawks n'ont sûrement pas fait avancer la cause amérindienne dans l'esprit de la majorité des Québécois. L'insistance pour négocier exclusivement avec Ottawa, le peu d'intérêt pour la langue française et la dépréciation systématique de la SQ ont aussi laissé des traces dans notre inconscient collectif.

3. Nos compatriotes anglophones des milieux intellectuels et des medias, en se joignant à la cohorte des belles âmes qui ont laissé submerger leur sens démocratique par une culpabilité anachronique, ont révélé une fois de plus leur pharisaïsme et leur incompréhension à notre égard.

4. Des minorités bruyantes et mal contrôlées, en laissant surgir leur racisme et leur agressivité, ont montré que même dans les sociétés les plus douces les réflexes primitifs ne sont jamais loin.

Il nous faudra maintenant nous demander si la politique fédérale des réserves qui conduit à la reconnaissance des nations indiennes et à leur éventuelle autonomie politique convient bien à l'ensemble des autochtones du Québec qui ne forment après tout que moins de 1% de sa population. L'autonomie régionale octroyée aux Inuit dans le Nord où ils sont majoritaires serait peu praticable dans le cas des Hurons, des Micmacs ou des Mohawks du Sud. Voudrions-nous cribler notre territoire de Bantoustans semblables à ceux qui font la honte de l'Afrique du Sud ? Il y a loin de la gestion des institutions scolaires et hospitalières à l'établissement de son propre code criminel et au recrutement de sa police et de son armée. Le gouvernement québécois doit rapidement reprendre à froid avec l'ensemble des autochtones l'étude de la question.

Si nous sommes prêts à partager avec les autochtones la gestion écologique de l'environnement et des ressources non-renouvelables, nous ne tenons pas à ce qu'ils nous retournent avec casinos, crack et M 16 le coup de la chapelle, de l'arquebuse et de l'« eau de feu ».

Le 12 septembre 1990